

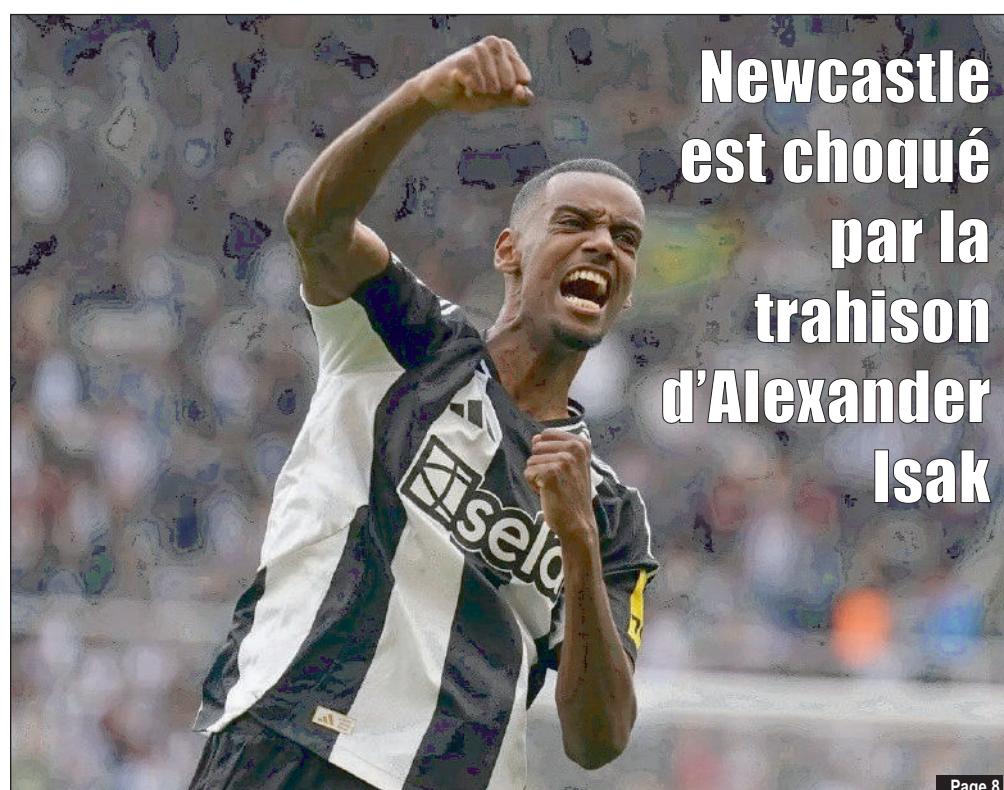
Le Socialiste

43e année - Rs 5.00 - No 108318 - LUNDI 28 JUILLET 2025 «Le courage c'est de chercher la vérité et de la dire» - Jaurès

Un Quotidien d'information, libre et indépendant



MERCATO 2025



Le pape Léon XIV a reçu un haut dignitaire orthodoxe russe

Page 2



Reconnaissance de l'Etat de Palestine par la France : les réactions internationales

Page 4



En visite en Écosse, Donald Trump conseille à l'Europe d'arrêter les éoliennes et l'immigration

Page 4

A la télé aujourd'hui



06:31 THE QUEEN OF FLOW
07:14 NELLE TUE MANI
08:10 L'HERITIERE
08:37 SÉPARÉ PAR L'AMOUR
08:57 LE TEMPS D'AIMER
11:35 LYING HEART
09:30 SKYSCRAPER
11:30 LYING HEART
12:00 LE JOURNAL DE LA MI-JOURNÉE
12:36 LE ROMAN DE LA VIE

13:10 LES RICHES PLEURENT AUSSI
13:35 HEARTLESS
15:00 SAMACHAR
15:23 JAPAN VIDEO TOPICS [JANUARY 2024] (NO.3)
15:31 BAA BAA BLACK SHEEP
17:31 LYING HEART
18:00 SAMACHAR
18:30 SAYINGS RADHA KRISHNA
18:32 SHIV SHAKTI
19:03 LES GRAND TITRE
19:30 LE JOURNAL TELEVISE
20:05 RADHE SHYAM
22:33 LE ROMAN DE LA VIE
23:40 LE JOURNAL TELEVISE



09:09 EN FORME
09:38 FASHION FX & LIFESTYLE
10:43 LES KLIPS
11:36 GRAND TITRE
12:00 Exceptionnelles
13:00 LA JOURNÉE SOUS LE REGARD DU SEIGNEUR
13:06 UPCLOSE AND PERSONAL
14:40 ENTREPRENEURIAT AU FÉMININ
14:55 ITINÉRER MORIS
15:09 RODRIG PROG : PLAT DU CHEF
16:37 LA JOURNÉE SOUS LE REGARD DU SEIGNEUR
17:00 MORISIEN KONN OU LA SANTE
18:00 HEARTLESS
18:30 SÉPARÉ PAR L'AMOUR
19:00 ZOURNAL KREOL

19:25 RODRIG PROG : KOMANTER
19:54 INFO EN LANGUE DES SIGNES
20:00 LES GRANDES LIGNES
20:38 EDUCATION - CAREER
GUIDANCE
21:08 METIE
21:44 CE SOIR AVEC VINCE
22:02 RODRIG PROG : FONNEKER
22:17 LES GRANDES LIGNES
22:58 LA JOURNÉE SOUS LE REGARD DU SEIGNEUR
23:09 ZOURNAL KREOL REDIFFUSION
23:23 GRAND TITRE
23:40 SON LADAN MEM
23:55 NOU LATER NOU LAMER NOU RISES



07:00 YATRA
08:00 KICKO & SUPER SPEEDO
08:12 TARAK MEHTA
08:33 PAAP-O-METER
09:18 VIRASAT
10:22 RADHA MOHAN
10:43 RADHA MOHAN
11:30 SHIV SHAKTI
12:00 EK HASEENA DO DEEWANE
15:00 SAMACHAR
15:20 SAYINGS RADHA KRISHNA

15:30 SAJANWA BAIRI HO GAILE HAMAR
16:00 RAMAYAN
16:20 RAMAYAN
16:42 RAMAYAN
17:30 SHIV SHAKTI
18:00 SAMACHAR
18:30 SAYINGS RADHA KRISHNA
18:31 AMRIT VANI
19:12 EXCERPTS FROM CULTURAL PROGRAMME
19:47 EXCERPTS FROM SHIV ABHISHEK
20:12 HUNARBAAZ
23:30 MERE SAI - SHRADDHA AUR SABURI



06:00 MERE DAD KI DULHAN
06:31 MAHABHARAT
07:00 LEKAR HUM DEEWANA DIL
09:31 KUNDALI BHAGYA
09:35 KUNDALI BHAGYA
10:01 UDAARIYAN
10:30 DHARAM PATNI
11:00 NA UMRA KI SEEMA HO
11:31 SHRIMAD RAMAYAN
12:00 ANUPAMA
12:21 SAYINGS RADHA KRISHNA

13:00 DHHRUV TARA
14:00 MAHABHARAT
18:00 SAMACHAR
18:30 SAYINGS RADHA KRISHNA
18:31 KUNDALI BHAGYA
19:00 UDAARIYAN
19:30 DHARAM PATNI
20:00 NA UMRA KI SEEMA HO
20:30 SHRIMAD RAMAYAN
21:00 ANUPAMA
21:22 SAYINGS RADHA KRISHNA
21:30 MERE SAI - SHRADDHA AUR SABURI
22:00 DHHRUV TARA
22:31 MERE DAD KI DULHAN
23:00 MAHABHARAT
23:30 LEKAR HUM DEEWANA DIL



06:00 AFRIMAXX
06:26 TRANSFORMING BUSINESS
06:51 JAPAN VIDEO TOPICS 2024/2025
NO 1: OCTOBER 2024
07:18 LES SCHTROUMPFS
08:38 THE JUNGLE BOOK
09:21 RECIPES FOR KIDS
09:59 THE WAR OVER WHEAT
10:32 THE AVATARS
11:14 FOOD UP!
11:40 PLANET A
12:21 ARTS UNVEILED
13:05 ANIMAL DNA

14:02 LAB 360 / SCIENCE EXPERIMENTS
17:20 LAB 360 / SCIENCE EXPERIMENTS
17:52 ALL THE ANSWERS
18:03 IL ETAIT UNE FOIS LE MUSEE DU LOUVRE
18:56 FOOD UP!
19:00 STUDENT SUPPORT PROGRAMME - GRADE 8 : SCIENCE CHEMISTRY
19:19 STUDENT SUPPORT PROGRAMME : GRADE 8 : HINDI
19:30 EUROMAXX
20:30 NEWS
23:00 PERATIONS 1005: HOW THE NAZIS CONCEALED THEIR ASTROCITIES

Le Socialiste

Un Quotidien d'information, libre et indépendant

Directeur-Rédacteur en chef: Vedi Ballah

Administration: 2ème étage, Cubic Court,
30A, rue Mère Barthélémy, Port-Louis
Tel: 214 1584 -- Tel/Fax: 208 8003

E-mail: lapresselibreesocialiste@yahoo.fr

Website: Lesocialiste.info

Facebook: Lesocialiste.info

ESPACE

Décollage réussi pour le petit lanceur européen Vega-C en Guyane



À son bord se trouvent cinq satellites, quatre ayant pour mission de cartographier le globe en trois dimensions et en haute résolution, et un autre de cartographier les sources et puits de dioxyde de carbone à travers la planète.

Un lancement, deux missions et cinq satellites: le petit lanceur européen Vega-C a décollé vendredi soir à l'horaire prévu, à 23 H 03 heure locale (02H03 GMT), depuis le centre spatial de Kourou en Guyane française, a constaté sur place un correspondant de l'AFP.

Léon XIV, qui a appelé le Kremlin à faire un «geste» en faveur de la paix en Ukraine, a reçu Antoine de Volokolamsk, «ministre des Affaires étrangères» du patriarche orthodoxe russe Kirill, très aligné sur les positions du Kremlin.

Une première depuis qu'il est devenu le chef de l'Église catholique en mai dernier. Le pape Léon XIV a reçu samedi en audience au Vatican un haut dignitaire orthodoxe russe, selon un bref communiqué officiel mentionnant cette visite sans aucun détail.

Léon XIV, qui a appelé le Kremlin à faire un «geste» en faveur de la paix en Ukraine, a reçu le métropolite Antoine de Volokolamsk, «ministre des Affaires étrangères» du patriarche orthodoxe russe Kirill, très aligné sur les positions du Kremlin.

Les relations entre le Vatican et Moscou sont très froides. Le chef de l'Église orthodoxe russe, le patriarche Kirill, a soutenu l'invasion de l'Ukraine par la Russie qu'il a qualifiée de «guerre sainte». Mais Moscou a entretenu un dialogue avec le défunt pape François, largement critiqué en Ukraine, le métropolite Antoine ayant eu une douzaine de réunions avec le souverain pontife argentin. Le religieux russe a déclaré au journal italien La Repubblica, quelques jours avant la rencontre, que François avait une «approche équilibrée» sur l'Ukraine, alors qu'il ne connaissait pas

À son bord se trouvent les satellites CO3D. Il s'agit de quatre satellites lancés pour le compte d'Airbus Defense and Space et du Centre National d'Études Spatiales (CNES). Cette constellation est destinée à fournir une cartographie du globe en trois dimensions et en haute résolution. Sa durée de vie est d'environ huit ans.

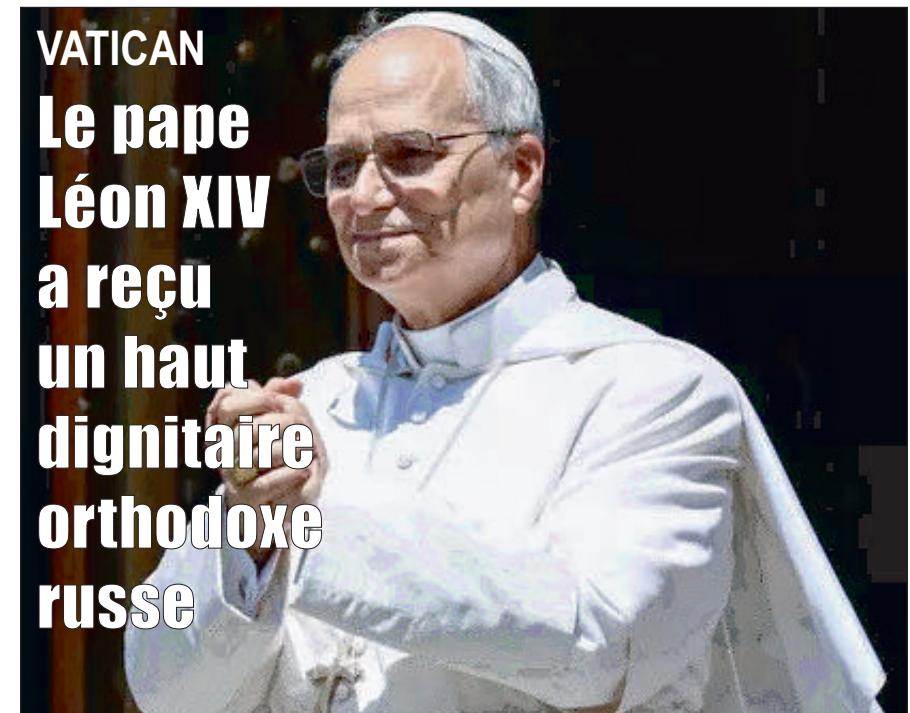
L'autre satellite, lancé pour le compte du CNES, est baptisé MicroCarb. Il doit cartographier les sources et puits de dioxyde de carbone à travers la planète.

Un outil important pour «comprendre le réchauffement climatique», a expliqué David Cavaillolès, président exécutif d'Arianespace, lors de la présentation quelques minutes avant le lancement. MicroCarb doit travailler durant cinq ans.

Les deux satellites seront placés à des orbites différentes.

Il s'agit du troisième lancement de l'année depuis le centre spatial guyanais, et le deuxième lancement de Vega-C. Un prochain lancement, avec le lanceur Ariane 6, est prévu courant août.

VATICAN
Le pape Léon XIV a reçu un haut dignitaire orthodoxe russe



encore la position de Léon XIV.

Léon XIV est le premier pape américain et il a pris la tête de l'Église à un moment où les États-Unis font pression pour la paix en Ukraine, dans le cadre d'efforts qui n'ont pas vraiment donné de résultats pour mettre fin à cette guerre qui dure depuis plus de trois ans.

Léon XIV a reçu le président ukrainien Volodymyr Zelensky au début du mois et s'était également entretenu par téléphone avec le président russe Vladimir Poutine. Le pape a proposé à la mi-mai sa médiation aux

belligérants du monde entier et le Vatican a été envisagé comme lieu possible pour des pourparlers de paix, mais cette idée a été rejetée par le Kremlin et les négociations se sont poursuivies à Istanbul.

Mgr Antoine a réaffirmé que, pour Moscou, le Vatican ne serait pas un terrain «neutre» pour des pourparlers de paix. Le métropolite Antoine a été nommé à la tête des relations extérieures de l'Église de Moscou en 2022, l'année où la Russie a envahi l'Ukraine, et avait auparavant été envoyé de l'Église orthodoxe en Italie.

Cas de fraude allégué à la sécu

Une déposition formelle consignée à la police

Une déposition formelle a été consignée par le commissaire par intérim de la Sécurité sociale à la police, vendredi, à la suite du fait qu'un cas de fraude alléguée a été rapporté au ministère de l'Intégration sociale, de la Sécurité sociale et de la Solidarité nationale. Ce cas concerne une Higher Social Security Officer affectée au bureau de la Sécurité sociale de Montagne-Blanche, qui aurait détourné le Funeral Grant de Rs 12 360 au détriment d'un bénéficiaire.

Le ministre, Ashok Subron, a été alerté de ce cas de fraude alléguée par l'intermédiaire du commissaire par intérim de la Sécurité sociale le mercredi 16 juillet dernier. Le commissaire par intérim de la Sécurité sociale a informé le ministre qu'il avait consulté le dossier lié à ce cas de fraude présumée, et que plusieurs irrégularités ont été constatées.

A la suite de ce premier constat et devant la gravité des faits qui lui étaient reprochés, la présumée auteure des faits a été sommée de quitter son bureau sur-le-champ le même jour et priée de se présenter au bureau du commissaire à Port-Louis le lendemain, jeudi 17 juillet.

Subséquemment, dans l'après-midi du mercredi 16 juillet, une réunion s'est tenue avec le ministre, le ministre délégué, la Senior Chief Executive (SCE) du ministère et le commissaire, en présence des hauts responsables travaillant au bureau de la Sécurité sociale de Montagne-Blanche pour une évaluation de la situation.

Une enquête plus approfondie, menée le jeudi 17 juillet, a confirmé que les irrégularités alléguées étaient avérées.

Ce même jour, après consultation avec le département des ressources humaines, une décision a été prise de suspendre avec effet immédiat la Higher Social Security Officer suspectée d'activités frauduleuses.

Le 18 juillet, le ministre a reçu un courriel de la famille du défunt sur ce



cas allégué de fraude.

Ce cas a été rapporté au Conseil des ministres le vendredi 18 juillet par le ministre.

En parallèle, l'Internal Control Division du ministère des Finances a été informée de l'affaire et chargée de mener une enquête immédiate et approfondie afin d'évaluer si cette fraude présumée constitue un cas isolé ou s'inscrit dans un réseau de fraude plus vaste impliquant d'autres cas similaires.

Tous les dossiers potentiellement incriminants ont été sécurisés au bureau du ministère à Port-Louis pour garantir l'intégrité de l'enquête.

Après plusieurs jours d'enquête menée par les officiers de l'Internal Control Division, les conclusions du rapport préliminaire ont été soumises au ministère ce vendredi 25 juillet 2025.

A ce jour, 23 cas suspects de paiements frauduleux de prestations ont été identifiés, pour un montant total de Rs 223 872. Deux personnes sont soupçonnées d'avoir agi en conivence avec la Higher Social Security Officer mise en cause.

Sur la base des conclusions du rapport préliminaire de l'Internal Control Division, le ministère a décidé de faire une déclaration formelle à la police ce vendredi. L'enquête suit son cours.

Le ministre Ashok Subron et le ministre délégué Kugan Parapen sont profondément préoccupés par cette situation, d'autant plus qu'elle concerne une appropriation frauduleuse présumée de fonds publics destinés aux prestations sociales pour les personnes les plus vulnérables de notre société.

De tels actes frauduleux commis par des officiers publics sont tout simplement inacceptables, intolérables et moralement répréhensibles.

Le ministre prendra des mesures fermes afin de s'assurer que toutes les personnes coupables soient tenues pour responsables et que la loi ainsi que les droits des bénéficiaires soient strictement respectés.

Le ministre reste fermement engagé à rétablir l'efficacité opérationnelle au sein du ministère, afin que les bénéficiaires soient traités avec le respect et la dignité qu'ils méritent.

Une évaluation complète des procédures opérationnelles à travers l'ensemble du système de sécurité sociale sera menée dans les plus brefs délais. Les décisions seront prises en conséquence.

Le ministère intensifiera ses efforts afin de garantir que les fonds publics ne soient pas détournés au détriment des bénéficiaires et appelle à la collaboration active de la population pour déceler toute activité frauduleuse.

Orban menace de ne pas voter le budget de l'UE si les fonds gelés ne sont pas débloqués

Le Premier ministre hongrois Viktor Orban a déclaré samedi que son gouvernement ne soutiendrait pas le prochain budget pluriannuel de l'Union européenne tant que Bruxelles ne débloquera pas l'ensemble des fonds européens gelés.

"L'approbation du nouveau budget de sept ans nécessite l'unanimité et tant que nous n'aurons pas récupéré les fonds restants, il n'y aura pas de nouveau budget européen", a affirmé Viktor Orban lors d'un discours à l'université d'été de Baile Tusnad, en Transylvanie roumaine, où réside une importante communauté magyare.

Depuis quinze ans, le dirigeant nationaliste est en conflit avec Bruxelles sur ses politiques migratoires, la restriction des droits LGBTQ et ce que ses détracteurs qualifient d'érosion de la démocratie en Hongrie. L'Union européenne a suspendu

plusieurs milliards d'euros de fonds destinés à Budapest dans le cadre d'un différend sur l'État de droit.

Viktor Orban a également accusé l'UE de vouloir installer un "gouvernement pro-Ukraine et pro-Bruxelles" en Hongrie lors des élections nationales de l'an prochain.

Selon lui, la direction actuelle de l'Union mène le bloc vers une guerre commerciale que l'Europe "ne peut pas gagner". "La direction actuelle de l'UE sera toujours la dernière à signer des accords avec les États-Unis, et toujours les plus mauvais accords", a-t-il ajouté, appelant à un changement de leadership.

La présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen doit rencontrer le président américain Donald Trump dimanche en Écosse, alors que des responsables européens espèrent conclure un accord-cadre commercial ce week-end.

Début juillet, la Commission européenne a proposé un budget de

2.000 milliards d'euros pour la période 2028-2034, avec un accent mis sur la compétitivité économique et la défense.

Viktor Orban accuse les "bureaucrates mondialistes" de vouloir "aspire l'argent de l'Europe vers l'Ukraine", tandis que "nos agriculteurs se lèvent pour défendre leur avenir".

Les négociations budgétaires figurent parmi les plus sensibles au sein de l'UE, révélant les clivages politiques et économiques entre États membres.

Vainqueur des quatre dernières élections, Orban fait face à un nouvel adversaire de poids en 2026. Le parti Fidesz, dirigé par son principal rival, devance le Fidesz dans la plupart des sondages, sur fond de stagnation économique.

Viktor Orban s'est toutefois montré confiant ce dimanche, affirmant que selon les données internes de son parti, le Fidesz l'emporterait dans 80 des 106 circonscriptions si les élections avaient lieu dimanche.

HIGHLIGHTS OF CABINET MEETING

The Cabinet met on Friday under the chairmanship of the Prime Minister, Dr the Hon. Navinchandra Ramgoolam, G.C.S.K., F.R.C.P. The highlights of the deliberations are as follows:

- Cabinet has taken note, with concern, of the case reported to the Ministry of Labour and Industrial Relations, by two former employees of legal firm ENSafrica Mauritius, alleging that they had been laid off for wearing hijab at work. The matter has been referred to the Employment Relations Tribunal for the latter to look into their possible reinstatement. The possibility of action being taken against the law firm is being examined.

Proposals for amendments to the relevant legislation to address such cases are also being examined.

- Cabinet has agreed to the introduction of the Civil Appeal Bill into the National Assembly.

The object of the Bill is to clarify, simplify and standardise the procedures for all appeals in civil matters made:

- (a) to the Court of Civil Appeal from the final decision of the Supreme Court in the exercise of its original jurisdiction in civil matters; and

- (b) to the Supreme Court in the exercise of its appellate jurisdiction in civil matters from the final decision of the subordinate court, such as the District Court, the Intermediate Court, the Industrial Court, the Master and Registrar, the Judge in Chambers or a Tribunal, and to bring together such appeal procedures into one consolidated legislation.

The Bill has been rendered necessary with a view to bringing clarity and certainty in this area of the law, being given that the procedures for making appeals in civil matters are scattered in different pieces of legislation and are not uniform.

In addition, the Bill imposes an obligation on any Court, immediately after it gives judgment in a civil matter, to notify any party to the case of his right to appeal.

Consequently, the Court of Civil Appeal Act and the Court of Civil Appeal Rules 1965 are being repealed, and the Courts Act, the District and Intermediate Courts (Civil Jurisdiction) Act, the Environment and Land Use Appeal Tribunal Act, the Equal Opportunities Act, the Industrial Court Act and the Sale of Immovable Property Act are being amended.

- Cabinet has agreed to the introduction of the Optical Council (Amendment) Bill into the National Assembly.

Page 2 of 11

The object of the Bill is to amend the Optical Council Act 2021 so as to:

- (a) empower the Optical Council of Mauritius to regulate, in addition to the profession of opticians, the profession of orthoptists;

- (b) review the composition of the Optical Council of Mauritius with a view to addressing the anomaly with regard to public sector representation; and

- (c) abolish the pre-registration examination for opticians and, therefore, no pre-registration examination will be required for orthoptists.

- Cabinet has taken note that in March 2023, the General Assembly of the United Nations had approached the International Court of Justice to give its Advisory Opinion on the questions as follows:

- (a) What are the obligations of States under international law to ensure the protection of the climate system and other parts of the environment from anthropogenic emissions of greenhouse gases for States and for present and future generations?

- (b) What are the legal consequences under these obligations for States where they, by their acts and omissions, have caused significant harm to the climate system and other parts of the environment, with regard to:

- (i) States, including, in particular, Small Island Developing States (SIDS), which due to their geographical circumstances and level of development, are injured or specially affected by or are particularly vulnerable to the adverse effects of climate change?; and

- (ii) peoples and individuals of the present and future generations affected by the adverse effects of climate change?

Cabinet has further taken note that in a landmark Advisory Opinion delivered on 23 July 2025 on the obligations of States in respect of climate change, the Court has ruled on the above questions as follows:

- (i) States have an obligation to protect the environment from Greenhouse Gas emissions and act with due diligence and cooperation to fulfil this obligation;

- (ii) compliance with climate treaties is not necessarily sufficient to fulfil all relevant obligations. Various other sources of most directly relevant law including the UN Convention on the Law of the Sea, human rights and customary international law should be considered; and

- (iii) if States breach these obligations, they incur legal responsibility and may be required to cease the actions causing this, offer guarantee for non-repetition and make full reparation.

Additionally, the Advisory Opinion specifies that, even countries which are not Party to the Paris Agreement or which want to leave the Agreement are still required to protect the climate and the environment.

- Cabinet has agreed to the Ministry of Land Transport initiating action, in consultation with the Attorney-General's Office, for the preparation of a Bill for the re-introduction of an improved version of the penalty points system with a view to addressing reckless driving and curbing fatal accidents on the roads.

Further to the meeting of three sub-committees which had been set up to formulate proposals that could be considered for the re-introduction of the penalty points system, an improved version of the penalty points system has been recommended.

The list of traffic offences and corresponding penalty points will also be included in the Bill.

- Cabinet has taken note that the Income Tax (Amendment) Regulations 2025 will be promulgated, to provide for amendments to the Statement of Emoluments and Tax Deduction to include:

- (a) the date the employee started employment with the employer; and

- (b) the amount of Portable Retirement Gratuity Fund (PRGF) contributed by the employer for the year.

(Continued on page 4)

Reconnaissance de l'Etat de Palestine par la France : les réactions internationales

Dans un message posté sur X et Instagram jeudi soir, le président français Emmanuel Macron a annoncé vouloir reconnaître l'Etat de Palestine en septembre prochain à l'occasion d'une conférence onusienne. Israéliens et Américains fustigent la décision française tandis que l'Allemagne déclare ne pas envisager une reconnaissance « à court terme ». A ce jour, 142 Etats reconnaissent l'Etat palestinien soit les trois quarts des pays membres de l'ONU.

Ils y était engagé ! La France va reconnaître l'Etat palestinien. C'est en tout cas ce qu'a annoncé Emmanuel Macron hier soir dans un communiqué posté sur son compte X et Instagram. Se disant « fidèle à son engagement historique pour une paix juste et durable au Proche-Orient », il souhaite créer une « dynamique collective en ce sens ». L'annonce officielle doit se faire en septembre prochain lors d'une conférence onusienne co-présidée avec l'Arabie saoudite, déjà reportée en raison du conflit entre Israël et l'Iran.

A Tel-Aviv, la décision française est très critiquée. Elle « récompense la terreur », a déclaré le Premier ministre israélien Benyamin Netanyahu, faisant référence à l'attaque du Hamas le 7 octobre 2023. « Soyons clairs : les Palestiniens ne cherchent pas à obtenir un État aux côtés d'Israël, ils cherchent un État à la place d'Israël », a-t-il ajouté. L'ambassadeur israélien en France a déploré une « erreur historique » de la France.

Les Etats-Unis, fidèle allié de l'Etat hébreu, rejettent aussi « fermement » le projet français en évoquant une décision « imprudente » qui fait reculer la paix. « C'est un camouflet pour les victimes du 7 octobre », a déclaré le secrétaire d'Etat américain Marco Rubio.

Le gouvernement allemand a lui déclaré « ne pas envisager de reconnaître un Etat palestinien à court terme » après les annonces d'Emmanuel Macron. S'il « continue de considérer la reconnaissance d'un Etat palestinien comme l'une des dernières étapes vers la solution à deux Etats », il rappelle « l'importance primordiale » de la sécurité d'Israël.

L'Italie, par la voix de son ministre

des Affaires étrangères italien, s'est exprimé contre toute reconnaissance unilatérale d'un Etat palestinien. « La reconnaissance d'un État palestinien ne peut avoir lieu que si l'entité palestinienne reconnaît en retour l'Etat d'Israël », a-t-il déclaré avant d'ajouter qu'un Etat palestinien ne reconnaissant pas Israël ne pouvait pas contribuer à résoudre le conflit.

Pour le ministre des Affaires étrangères, Jean-Noël Barrot, la décision française participe pourtant à la paix au Moyen-Orient : « Le Hamas a toujours refusé la solution à deux Etats. En reconnaissant la Palestine, la France donne tort à ce mouvement terroriste. Elle donne raison au camp de la paix contre celui de la guerre », a-t-il posté sur X.

Une décision saluée par les pays du Golfe

Sur la scène internationale, la décision française est aussi applaudie. En particulier du côté des Palestiniens avec le vice-président de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP), Hussein al-Cheikh qui se félicite d'un projet en faveur de l'établissement d'un Etat indépendant tout comme le président de l'autorité palestinienne Mahmoud Abbas qui qualifie cette reconnaissance de « victoire pour la cause palestinienne ». Le Hamas lui évoque un « pas positif » et a appelé d'autres pays à suivre cet exemple.

Dans les pays du Golfe, grands soutiens de la cause palestinienne, les réactions sont unanimes. Tous saluent la décision française, en particulier l'Arabie saoudite qui co-présidera avec la France en septembre prochain la conférence onusienne sur la solution dite « à deux Etats ». « Le Royaume salue cette décision historique qui réaffirme le consensus de la communauté internationale sur le droit du peuple palestinien à l'autodétermination et à l'établissement d'un Etat indépendant sur les frontières de 1967 », a écrit le ministère saoudien des Affaires étrangères dans un communiqué. Il a appelé d'autres pays à prendre des mesures similaires.

Le Qatar, qui joue le rôle de médiateur entre Israël et le Hamas, a salué un « développement positif [...] qui contribuera à renforcer les chances d'une paix juste et globale dans la région ». Tout comme le Koweït qui souligne « la nécessité pour tous les autres Etats de prendre des mesures

similaires afin de trouver une solution juste et globale à la question palestinienne ».

Mobiliser les partenaires internationaux

En mai 2024, l'Irlande, l'Espagne et la Norvège, rejoindront un mois plus tard par la Slovénie, avaient déjà franchi le pas en Europe sur la reconnaissance de l'Etat palestinien. A la suite de l'annonce d'Emmanuel Macron, le Premier ministre espagnol Pedro Sanchez a réagi sur X : « Ensemble, nous devons protéger ce que (Benjamin) Netanyahu essaie de détruire. La solution à deux Etats est la seule solution ».

Dans sa lettre adressée à Mahmoud Abbas, Emmanuel Macron a dit qu'il mobilisera tous ses partenaires internationaux qui souhaitent prendre part à la décision française.

Le 19 mai, le Royaume-Uni, le Canada et la France avaient ouvert la voie à une éventuelle reconnaissance dans une déclaration commune. En visite au Royaume-Uni le 10 juillet dernier, Emmanuel Macron avait appelé à une reconnaissance commune de l'Etat de Palestine par la France et le Royaume-Uni.

Des critiques du gouvernement israélien de plus en plus véhémentes

Si la décision de la France de reconnaître l'Etat de Palestine reste singulière parmi les grandes puissances occidentales, elle se produit dans un contexte d'intensification des critiques à l'encontre du gouvernement israélien. Face à la situation humanitaire catastrophique à Gaza où un quart des enfants de six mois à cinq ans souffrent de malnutrition, le Premier ministre britannique Keir Starmer a annoncé un « entretien d'urgence » vendredi avec ses homologues français et allemand sur les possibilités « d'arrêter les massacres et fournir à la population la nourriture dont elle a désespérément besoin ».

Le Premier ministre canadien Mark Carney a condamné vendredi, « l'incapacité du gouvernement israélien à empêcher la catastrophe humanitaire ». Il réitère son soutien à une solution à deux Etats annonçant le soutien actif du Canada pour y parvenir lors de la Conférence de haut niveau des Nations Unies qui se tiendra à New York la semaine prochaine.

Le président américain est en Écosse pour un voyage privé, mais a été accueilli par la presse à la sortie de l'avion. Il a donné des conseils bien à lui pour l'Europe : arrêter les éoliennes et l'immigration.

Donald Trump n'apprecie pas : "C'est si triste, vous ruinez vos champs, vos vallées, vous tuez vos oiseaux, vous ruinez votre océan."

Arrêter l'immigration

Autre sujet fétiche du Républicain : l'immigration. Donald Trump a alerté les dirigeants du Vieux Continent en affirmant : "Vous feriez bien de réagir sinon l'Europe n'existera plus". Il a même pris l'exemple des Etats-Unis : "Ces derniers mois nous n'avons laissé entrer personne. On a tout fermé. Nous avons expulsé de nombreuses mauvaises personnes qui étaient entrées là du temps de Biden qui a laissé ça se produire sans rien faire. Mais vous êtes en train de laisser se produire la même chose. Vous devriez stopper cette invasion qui se produit dans vos pays". Pour rappel, le mois de juin a été rythmé par des manifestations contre la politique anti-immigration de Donald Trump aux Etats-Unis.

Donald Trump est arrivé vendredi 25 juillet en Écosse pour jouer au golf, mais il s'est déjà permis de donner des conseils aux pays d'Europe. Pendant 4 jours, il va séjourner dans ses complexes de Turnberry et Menie ainsi que rencontrer plusieurs personnalités politiques : Ursula von der Leyen, la présidente de la Commission européenne, le Premier ministre britannique, Keir Starmer, et le Premier ministre écossais, John Swinney.

"Beaucoup de réunions prévues !!!", a-t-il d'ailleurs écrit sur son réseau Truth Social. Il faut dire que ce voyage intervient quelques jours avant l'entrée en vigueur des droits de douane mas-

HIGHLIGHTS OF CABINET MEETING

The proposed declaration by the employer of the date the employee started employment and the amount of PRGF contributed in the Statement of Emoluments and Tax Deduction will:

- (a) provide greater transparency and visibility to employees regarding PRGF contributions made by the employer to the Mauritius Revenue Authority;

- (b) strengthen compliance by employers;

- (c) facilitate the computation of gratuity payable upon retirement, death, cessation, or termination of employment; and

- (d) avoid the risk of disputes arising from the non-disclosure or under-declaration of PRGF contributions.

- Cabinet has agreed to the introduction of new measures to:

- (a) restrict the sale of domestic Liquefied Petroleum Gas (LPG) cylinders to ensure consistent availability to households, reduce the risk of hoarding and discourage the redirection of subsidised cylinders to non-household purposes;

- (b) prevent the storage of domestic LPG cylinders on trade premises not involved in their commercialisation to prevent the improper use of subsidised cylinders by businesses; and

- (c) amend the relevant regulations to provide for the issuance of a formal warning to first-time offenders prior to establishing a contravention or issuing a Fixed Penalty Notice.

Relevant legislative amendments would be brought to give effect to the above measures.

- Cabinet has agreed to the promulgation of the Consumer Protection (Price and Supplies Control) (Coupons and Gift Vouchers) Regulations 2025 so as to regulate the fair issuance, use, and redemption of coupons and gift vouchers in Mauritius in line with international best practices.

The regulations will:

- (a) provide precise and legally sound definitions for "coupon" and "gift voucher" in order to eliminate ambiguity and ensure clarity for both traders and consumers;

- (b) require that all coupons issued by traders clearly indicate their terms and conditions of use, including applicable restrictions, limitations, and expiry dates;

- (c) stipulate that all gift vouchers for which payment has been made by the consumer shall remain valid for a minimum of six months from the date of issue;

- (d) impose a proactive obligation on traders to notify the holder of a gift voucher at least one month before the expiry of the gift voucher, using any available and practical means of communication, thus ensuring that consumers are adequately informed and able to exercise their rights;

- (e) explicitly prohibit unfair trading practices such as the refusal to honour valid and legitimate coupons or gift vouchers, the dissemination of misleading or deceptive promotional claims, and the use of bait advertising tactics where the advertised goods or services are not reasonably available; and

- (f) establish a clear and proportionate penalty structure to deter non-compliance, including a minimum fine of Rs10,000 and a maximum of Rs100,000 for a first offence, and a fine of not less than Rs25,000 and not more than Rs250,000 along with a possible term of imprisonment not exceeding 12 months for repeat or aggravated breaches.

- Cabinet has agreed to amendments being brought to the Electronic Transactions Act 2000 to provide, inter alia, for expanding the scope of electronic signatures, incorporating provisions for smart contracts and recognising foreign Certificate Authorities and electronic signatures which will enhance business facilitation by providing robust legal certainty, international interoperability and operational efficiency.

- Cabinet has agreed to the Information and Communication Technologies Act being amended in order to better address the new realities of the sector.

The objectives of the amendments will be to –

- (a) bring clarity to consumers on the services which fall under the mandate of the Information and Communication Technologies Authority (ICTA);

- (b) clarify the functions of ICTA as regulator and licence provider of radio communication apparatus that are operated on board ships and aircrafts;

- (c) clarify the functions of ICTA with respect to the conduct of examinations and issuance of certificates for the operation of radio communication services;

- (d) lighten the procedure for licensing of engineering licences in favour of business facilitation; and

- (e) introduce a mechanism for compounding technical ICT offences for efficient resolution of certain violations.

11. Cabinet has agreed to the proclamation of the English-Speaking Union Act 2015. The objects of the Union will be to, inter alia:

- (a) promote the English language both in its written and spoken form;

- (b) promote understanding and friendship between the English-speaking peoples of the world and to engage in any educational work designated to further that objective;

- (c) provide facilities for the interchange of views and discussion concerning any question affecting the interests, well-being, development, relationships and common problems of the English-speaking peoples of the world;

- (d) promote and encourage education in any form amongst English-speaking peoples, for the benefit of both adults and young persons, but with special reference to the historical, cultural, artistic, economic, diplomatic and social development of those peoples;

- (e) promote and organise the interchange of books, pamphlets, periodicals and other information between colleges, schools and other educational establishments or group of members of the Union or persons situated in another country; and

- (f) promote and encourage correspondence, debates, visits and other activities between universities, colleges, schools, and other bodies situated in Mauritius and in another country.

- Cabinet has agreed to the signing of a Financing Agreement, between the European Commission and the Republic of Mauritius for the implementation of the Circular Economy Roadmap.

La Thaïlande et le Cambodge prêts à se rencontrer en vue d'un cessez-le-feu, annonce Trump

Les combats frontaliers entre le Cambodge et la Thaïlande ont fait 33 morts de part et d'autre de la frontière, selon les derniers bilans disponibles samedi, mais les belligérants sont prêts à se rencontrer en vue d'un cessez-le-feu selon le président américain Donald Trump.

Le Cambodge et la Thaïlande, qui s'affrontent à cause d'un différend sur le tracé de leur frontière commune, ont accepté de se rencontrer en vue de conclure un cessez-le-feu, a déclaré samedi 26 juillet Donald Trump.

"Ils ont convenu de se rencontrer immédiatement et de trouver rapidement un accord de cessez-le-feu", a écrit le président américain sur son réseau Truth Social après avoir échangé avec les dirigeants des deux pays.

Donald Trump a salué deux "très bonnes conversations" et dit espérer que les deux voisins "s'entendront pendant encore de nombreuses années".

Plus tôt dans la journée, il avait déclaré s'entretenir avec le Premier ministre du Cambodge, Hun Manet, puis avec le Premier ministre par intérim de Thaïlande, Phumtham Wechayachai, soulignant que les deux parties souhaitaient un "cessez-le-feu immédiat et la PAIX".

Nouveaux foyers de tension, samedi

Un différend frontalier entre les deux

pays couve de longue date et a dégénéré jeudi en affrontements impliquant des avions de combat, des chars, des troupes au sol et l'artillerie. Ces combats ont fait 33 morts de part et d'autre de la frontière.

Le bilan dépasse celui de la précédente série d'affrontements frontaliers majeurs entre les deux pays, qui avaient fait 28 morts entre 2008 et 2011.

Un niveau de violence jamais vu depuis 2011, qui a conduit le Conseil de sécurité de l'ONU à se réunir d'urgence.

Ces affrontements se sont poursuivis samedi avec l'apparition de nouveaux foyers de tension, la Thaïlande et le Cambodge s'accusant mutuellement d'agression tout en appelant à l'ouverture de négociations.

Phumtham Wechayachai, dans un message publié sur Facebook, a par la suite remercié Donald Trump et déclaré que la Thaïlande acceptait "en principe" la mise en place d'un cessez-le-feu mais "aimerait voir une intention sincère du côté cambodgien".

Il a ajouté avoir demandé au président américain "de transmettre à la partie cambodgienne que la Thaïlande souhaite convoquer un dialogue bilatéral dès que possible pour mettre en place des mesures et des procédures en vue du cessez-le-feu et, à terme, une résolution pacifique du conflit".

Des combats ont de nouveau éclaté samedi matin dans la province côtière thaïlandaise de Trat et dans celle de Pursat, au

Cambodge, selon les deux parties. Ce nouveau front se situe à plus de 100 km des autres points de friction le long de la frontière disputée.

La Thaïlande a annoncé la mort de sept soldats et 13 civils. Le Cambodge a pour sa part dénombré cinq morts parmi les soldats et huit parmi les civils, selon la porte-parole du ministère cambodgien de la Défense, Maly Socheata.

"Quand tout sera terminé et que la paix sera proche, j'ai hâte de conclure nos accords commerciaux avec les deux pays !", a écrit le président américain, affirmant que les deux pays souhaitaient revenir à "la table des négociations commerciales", en référence aux discussions engagées par les Etats-Unis après ses annonces de droits de douane massifs.

Les ambassades de Thaïlande et du Cambodge à Washington n'ont pas répondu dans l'immédiat à des demandes de commentaires.

"L'armée a besoin d'achever ses opérations"

Dans la province thaïlandaise de Sisaket, un campus universitaire a été transformé en centre d'hébergement temporaire. Une volontaire a indiqué que plus de 5 000 personnes y étaient accueillies.

À Kuala Lumpur, le Premier ministre malaisien Anwar Ibrahim, président en exercice de l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean), a déclaré vouloir pour-

suivre ses efforts en faveur d'un cessez-le-feu. Le Cambodge soutient cette initiative, que la Thaïlande dit approuver "sur le principe".

L'ancien Premier ministre thaïlandais Thaksin Shinawatra, une personnalité influente dans le royaume, s'est rendu samedi dans plusieurs abris pour y rencontrer des personnes évacuées.

"L'armée a besoin d'achever ses opérations avant que tout dialogue ne puisse avoir lieu", a-t-il lancé devant la presse.

Ces combats constituent une escalade majeure dans le conflit entre le Cambodge et la Thaïlande au sujet de leur frontière commune de 800 kilomètres. Les deux États contestent son tracé, défini à l'époque de l'Indochine française.

Une décision de la Cour internationale de justice des Nations unies en 2013 a réglé le problème pendant plus d'une décennie mais la crise actuelle a éclaté en mai lorsqu'un soldat cambodgien a été tué au cours d'un échange nocturne de tirs dans la zone dite du "Triangle d'émeraude".

Les relations entre Bangkok et Phnom Penh se sont particulièrement détériorées le mois dernier lorsque l'ancien Premier ministre cambodgien Hun Sen a diffusé l'enregistrement de propos tenus par la cheffe du gouvernement thaïlandais d'alors, Paetongtarn Shinawatra, au sujet du différend frontalier.

"Je mourrais pour un seul sac de farine"

Les Gazaouis témoignent d'une famine extrême alors que l'ONU confirme la mort de 1 000 personnes à la recherche de nourriture

"Mes deux enfants pleuraient parce qu'ils n'avaient pas mangé depuis quatre jours", dit un homme de Gaza.

Je me suis dirigé vers le point de distribution, en espérant pouvoir ramener à la maison un sac de farine. Mais quand je suis arrivé là-bas, je ne savais pas quoi faire," dit-il à BBC News Arabic.

"Dois-je essayer de secourir les blessés, porter les martyrs ou chercher de la farine ? Je le jure devant Dieu, j'accepterais la mort si cela signifiait que je pouvais apporter même un seul sac de farine à mes enfants pour qu'ils puissent manger."

La malnutrition, la famine et les meurtres à proximité des sites d'aide sont devenus une préoccupation croissante à Gaza, car les gens dépendent uniquement de l'aide distribuée par la controversée Fondation humanitaire de Gaza (GHF) soutenue par les États-Unis et Israël.

« Plus de 1000 Palestiniens ont été tués par l'armée israélienne alors qu'ils tentaient d'obtenir de la nourriture à Gaza depuis que la Fondation humanitaire de Gaza [GHF] a commencé ses activités le 27 mai », déclare Thameen Al-Kheetan, porte-parole du Haut-Commissariat des Nations Unies aux droits de l'homme.

"Au 21 juillet, nous avons enregistré 1.054 personnes tuées à Gaza alors qu'elles essayaient d'obtenir de la nourriture; 766 d'entre elles ont été tuées à proximité des sites du GHF et 288 près des convois d'aide humanitaire de l'ONU et d'autres organisations", a-t-il déclaré à la BBC World Service.

Augmentation des décès

Le GHF a commencé ses opérations à Gaza fin mai, distribuant une aide limitée

depuis plusieurs sites dans le sud et le centre de Gaza. Cela faisait suite à un blocus total de 11 semaines de la bande de Gaza par Israël pendant lequel aucune nourriture n'entrait sur le territoire.

Le Dr Mohammed Abu Salmiya, directeur de l'hôpital Shifa dans la ville de Gaza, affirme que 21 enfants sont morts de malnutrition et de faim à travers le territoire au cours des 72 dernières heures.

Quelque 900 000 enfants à Gaza souffrent de la faim, et 70 000 d'entre eux sont dans un état de malnutrition, dit-il à la BBC.

Ils font face à un nombre alarmant de décès, avertit le médecin, avec des patients diabétiques et rénaux particulièrement à risque.

Un porte-parole du ministère de la Santé dirigé par le Hamas affirme que 33 personnes, dont 12 enfants, sont mortes au cours des dernières 48 heures.

Le nombre total de décès dus à la malnutrition s'élève à 101, dont 80 sont des enfants, depuis le début de la guerre en 2023, ajoutent-ils.

Faire face à la famine

Selon le Programme alimentaire mondial (PAM), l'ensemble de la population de Gaza est confrontée à la famine.

La malnutrition augmente avec 90 000 femmes et enfants ayant un besoin urgent de traitement. Près d'une personne sur trois ne mange pas pendant des jours", a déclaré le PAM dans un communiqué dimanche, ajoutant :

"L'aide alimentaire est le seul moyen pour la plupart des gens d'accéder à toute nourriture – car le coût d'un sac d'un kilogramme de farine a grimpé à plus de 100 \$ sur les marchés locaux."

En mars, Israël a fermé tous les points de passage vers Gaza, empêchant l'entrée de toutes marchandises, y compris nourriture, carburant et médicaments - et a repris son offensive militaire deux semaines plus tard, mettant fin à un cessez-le-feu de deux mois avec le Hamas.

Le blocus a également coupé les médicaments, vaccins et équipements médicaux essentiels nécessaires au système de santé débordé de Gaza.

Le ministère israélien des Affaires étrangères a déclaré dimanche que 4 400 camions d'aide humanitaire étaient entrés à Gaza depuis la mi-mai. Un autre 700 camions attendaient d'être récupérés par l'ONU du côté de Gaza de ses points de passage, a-t-il ajouté.

Israël insiste sur le fait qu'il n'y a pas de pénurie d'aide sur le territoire, et accuse le Hamas de voler et de stocker de l'aide humanitaire pour la donner à ses combattants ou la vendre pour collecter des fonds.

Lundi, 28 pays, dont le Royaume-Uni, le Canada et la France, ont appelé à une fin immédiate de la guerre à Gaza, où ils disent que les souffrances des civils ont « atteint de nouvelles profondeurs ».

Une déclaration conjointe a déclaré que le modèle de livraison d'aide d'Israël est dangereux et a condamné ce qu'il a appelé « l'alimentation au goutte à goutte de l'aide et le meurtre inhumain de civils » cherchant de la nourriture et de l'eau.

Le ministère israélien des Affaires étrangères a rejeté la déclaration des pays, disant qu'il était « déconnecté de la réalité et envoie le mauvais message au Hamas ».

Mais il y a des rapports presque quotidiens de Palestiniens tués alors qu'ils cher-

chaient de l'aide depuis que le GHF soutenu par Israël et les États-Unis a commencé à distribuer de l'aide fin mai.

« Nous sommes démunis »

"Aujourd'hui, un seul kilo de farine coûte 300 shekels [90\$] au marché... et nous sommes démunis, déclare Alaa Mohammed Bekhit à BBC News Arabic. « Nous ne pouvons pas fournir même les produits de première nécessité. »

Elle parle également des attaques quotidiennes auxquelles les personnes proches des centres d'aide sont confrontées.

"Un jeune homme était assis à côté de moi, et soudain il a reçu une balle dans la tête" dit-elle. "Nous ne savions même pas d'où venait la balle. Nous étions là à courir après notre survie, mais nous nous sommes retrouvés noyés dans le sang. Aujourd'hui, quiconque ramassait un sac de farine était pris au dépourvu par des balles.

Le mois dernier, l'armée israélienne a déclaré à la BBC qu'elle examinait des rapports de civils ayant été « blessés » alors qu'ils approchaient des centres de distribution d'aide à Gaza gérés par le GHF.

La déclaration indiquait que les « rapports d'incidents de préjudice étaient en cours d'examen » et que toute allégation de déviation par rapport à la loi ou aux directives des FDI [forces de défense israéliennes] serait soigneusement examinée, et que des mesures supplémentaires seraient prises si nécessaire.

Israël a accusé les autorités du Hamas à Gaza d'utiliser des chiffres gonflés pour les morts palestiniens, mais admet qu'il avait « tiré des coups de semonce » pour éliminer « une menace immédiate ».

Au Royaume-Uni, des milliers de jeunes médecins en grève dans les hôpitaux

Les médecins réclament une augmentation de 4,50 euros de l'heure. Le premier ministre Keir Starmer déplore une grève qui aura «un énorme impact» sur le système de santé.

Des milliers de jeunes médecins travaillant dans les hôpitaux en Angleterre ont débuté ce vendredi 25 juillet une grève de cinq jours après l'échec de leurs négociations pour une revalorisation salariale avec le gouvernement travailliste de Keir Starmer. Les débrayages, qui ont commencé à 7 heures, heure locale, vont entraîner de nombreuses annulations de

rendez-vous dans un système de santé public, le NHS, déjà plongé dans une profonde crise avec de gigantesques listes d'attente et une hémorragie de professionnels.

Leur syndicat, la British Medical Association (BMA), avait donné début juillet au gouvernement deux semaines pour s'asseoir à la table des négociations afin de trouver un accord. Ces mêmes médecins avaient obtenu en septembre, après une série de grèves, une augmentation de salaire de 22,3% sur deux ans de la part du gouvernement travailliste, arrivé au pouvoir deux mois plus tôt. En acceptant l'offre du

gouvernement en septembre, la BMA avait affirmé que les salaires des médecins accusaient «un retard de 20,8% en termes réels par rapport à 2008».

Un «énorme impact» attendu

Le syndicat réclame une revalorisation supplémentaire de 4 livres par heure (soit 4,50 euros). Dans une tribune publiée jeudi soir sur le site du Times, le premier ministre Keir Starmer a exhorté ces jeunes médecins à ne pas suivre la «voie dommageable» de la grève, estimant qu'elle «aura un énorme impact» sur le système de santé public. Il accuse aussi la BMA d'avoir «précipité» la grève, affirmant qu'elle est «injuste» pour

les patients. Dans un autre quotidien, le Telegraph, le ministre de la Santé Wes Streeting a également attaqué ce syndicat, l'accusant de ne pas avoir négocié «de bonne foi».

Des propos battus en brèche par la BMA. Selon elle, le gouvernement avait toutes les cartes en main pour empêcher la grève. «Nous ne valons pas moins qu'il y a 17 ans», ont déclaré les coprésidents du syndicat dans un communiqué. En janvier 2024, ces médecins, similaires aux internes en France, avaient observé en janvier leur plus longue grève de l'histoire du NHS, avec six jours consécutifs de débrayage.

CANICULE EN GRÈCE

52 départs de feu répertoriés en 24 heures

Le risque d'incendie reste « très élevé » pour dimanche dans le centre et l'ouest du pays, notamment en Crète, selon la protection civile.

La Grèce, en proie à la canicule avec des températures proches de 46°C, a fait face samedi à de multiples incendies de forêt attisés par des vents violents, notamment près d'Athènes. De l'île de Crète à la péninsule du Péloponnèse (sud-ouest) en passant par la région de la capitale, plusieurs de ces feux inquiétaient les autorités, pour qui «le plus difficile est encore à venir», selon le porte-parole des pompiers Vassilis Vathrakogiannis.

«Tous les services (de sapeurs-pompiers) du pays ont été placés en état d'alerte générale, ainsi que toutes les forces de la Protection civile», a-t-il ajouté lors d'un bref point presse. Dans ce pays méditerranéen coutumier des vagues de chaleur intense, quelque 52 départs de feu ont été répertoriés par les pompiers au cours des dernières 24 heures, selon la même source, dont 44 ont toutefois pu être maîtrisés.

Depuis lundi, l'ensemble du pays est frappé par une canicule qui a fait monter le thermomètre jusqu'à 45,8°C vendredi localement. Le risque d'incendie reste «très élevé» pour dimanche dans l'Attique, le centre et l'ouest de la Grèce, la Crète notamment, selon la protection civile.

De l'aide demandée à l'Union européenne

Sixième jour consécutif de forte chaleur, la température à Athènes a atteint 40,8°C et ne devrait retomber qu'à partir de lundi, selon les prévi-

sions météorologiques. La Grèce, qui subit fortement l'impact du changement climatique, a demandé l'aide de l'Union européenne pour faire face aux flammes avec six avions de lutte contre les incendies, via le programme européen de partage de ressources (RescEU).

À 30 km au nord de la capitale, les autorités ont appelé les habitants à évacuer deux villages, Drosopigi et Kryoneri, où de nombreuses maisons étaient en flammes selon la chaîne de télévision publique ERT. Selon la police, au moins 27 personnes ont été évacuées de ces deux villages. Cinq personnes ont été hospitalisées, dont un pompier qui souffre de brûlures, trois personnes touchées par des problèmes respiratoires et une femme âgée présentant des symptômes de crise cardiaque.

En fin de journée, un ciel chargé de fumée, oscillant entre le gris et le rouge, s'est formé au-dessus d'Athènes. Des vents violents, de force 5 à 6 degrés sur l'échelle de Beaufort, compliquaient les opérations des pompiers alors que la Protection civile avait placé l'Attique, la région d'Athènes, en vigilance rouge (le niveau maximum) en raison du risque extrême d'incendies.

«Rafales de feu»

La situation est difficile et imprévisible car «la région connaît des rafales de vent qui ressemblent à des rafales de feu», a expliqué Giannis Moniakis, conseiller du maire d'Oropos, dont dépendent ces localités. Au total, 102 pompiers sont déployés dans cette zone, ainsi que 36 véhicules, deux

avions et trois hélicoptères, selon l'agence de presse ANA.

Sur la petite île de Cythère, au large du Péloponnèse (sud-ouest), une opération d'évacuation par la mer de personnes coincées sur une plage était en cours, selon l'agence grecque ANA. Ces personnes, dont le nombre n'a pas été précisé, n'ont pas pu quitter la plage de Limniona par la route en raison de la vitesse de propagation des flammes aux alentours. Un patrouilleur maritime et trois bateaux privés assurent cette évacuation.

«Des destructions incommensurables»

Sur cette île de 3600 habitants appréciée des touristes, le brasier est hors de contrôle. Des vents violents soufflant à 6 sur l'échelle de Beaufort ont accéléré la propagation des flammes. Pour renforcer les effectifs sur place, 16 pompiers et six véhicules ont été acheminés par bateau. Sur l'île d'Eubée, proche de l'Attique, un autre incendie était également hors de contrôle. Deux sapeurs pompiers ont été hospitalisés avec des blessures légères.

«Les destructions sont incommensurables car plusieurs élevages porcins de la région ont déjà été ravagés par les flammes», a déclaré Giorgos Psathas, le maire de Dirfion-Messapion, dont dépend l'île d'Eubée. Un autre incendie faisait également rage dans le Péloponnèse, dans la région de Messénie. Samedi, la température la plus élevée, 45,2°C, a été enregistrée dans l'ouest du pays, à Amfilochie, selon le site meteo.gr de l'Observatoire national d'Athènes.

«L'AVION A TREMBLÉ TRÈS FORT»

Un Boeing prend feu à Denver, les passagers évacués

Avant son décollage pour Miami samedi, un avion de ligne de la compagnie American Airlines a connu un «problème de maintenance» au niveau d'un de ses pneus. Les 173 passagers ont été évacués sur la piste, et une personne a été blessée.

Les incidents dans l'aviation s'enchaînent aux États-Unis. Au lendemain d'une collision évitée de justesse entre un avion de ligne de la compagnie Southwest et un jet, c'est un Boeing 737 MAX 8 d'American Airlines qui a été victime d'un départ de feu samedi 26 juillet sur la piste de l'aéroport international de Denver (Colorado). Les 173 passagers et 6 membres d'équipage ont dû être évacués en urgence. Une personne a été

blessée selon la FAA, l'administration américaine qui enquête sur les incidents aériens.

La FAA évoque un «incident potentiel du train d'atterrissement». American Airlines, de son côté, explique que l'avion a connu un «problème de maintenance» avec un de ses pneus juste avant le décollage. Les quelques images circulant sur les réseaux sociaux montrent en effet un départ de feu au niveau des roues situées sous les ailes. Les passagers ont été évacués, un par un, via un toboggan situé à l'avant droit de l'avion, en attendant l'intervention du personnel d'urgence de l'aéroport et des pompiers de la ville de Denver.

«Tous les passagers et les membres d'équipage ont été débarqués en

toute sécurité, et l'avion a été mis hors service pour être inspecté par notre équipe de maintenance. Nous remercions les membres de notre équipe pour leur professionnalisme et présentons nos excuses à nos clients pour cette expérience», a déclaré American Airlines. La compagnie explique que l'incendie a été provoqué par la combinaison de l'éclatement des pneus et du freinage de l'avion.

De quoi provoquer une belle frayeur aux passagers, qui, au lieu de décoller comme prévu vers Miami, ont entendu une forte détonation et aperçu des flammes. Une passagère a confié à CNN avoir vécu une expérience «assez traumatisante». «L'avion a commencé à vibrer et à trembler très fort, raconte-t-elle.

THE BUILDING AND LAND USE PERMIT GUIDE

23. NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that I JMARP LTD will apply to the Municipal/District Council of Savanne for a Building and Land Use Permit for a proposed Building for operation of sport facilities at Royal Road La flora

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Date: 28.07.2025

THE BUILDING AND LAND USE PERMIT GUIDE

24. NEWSPAPER NOTICE FOR BUILDING & LAND USE PERMIT APPLICATION

NOTICE FOR PERMISSION FOR LAND USE

Take notice that I Mamdeen Muhammed Nadeem will apply to the District Council of Flacq for a Building and Land Use Permit for casting of slab over existing commercial building and Addition first & second floor (residential use) at François Mitterand Rd - Central Flacq

Any person feeling aggrieved by the proposal may lodge an objection in writing to the above-named Council within 15 days as from the date of this publication.

Date: 28.07.2025

NOTICE UNDER SECTION 311(2) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given - That **The Fashion Kingdom (TFK)**, a Global Business licence Company, having its registered office at 8th Floor, Ebene Tower, 52 Cybercity, Ebene, Mauritius is to be removed from the register of companies under Section 309(1)(d) of the Companies Act 2001. That the company has ceased to carry on business, has discharged in full its liabilities to all its known creditors, and has distributed its surplus assets in accordance with its constitution and Companies Act 2001. That any objection to the removal under Section 313 of the Companies Act 2001 shall be delivered to the Registrar of Companies at latest 28 days after the date of publication of dissolution.

Anex Management Services Limited
Company Secretary
Date 18 July 2025

NOTICE UNDER SECTION 36(2)(C) OF THE COMPANIES ACT 2001

Notice is hereby given that the Registrar of Companies has approved the change of name of "Access Holdings Mauritius", to "Access Holdings (Mauritius) Ltd", as evidenced by a certificate of change of name issued by the Registrar of Companies on 18 July 2025 following the approval of its board of directors by way of a written resolution passed on 18 July 2025 that the application for the change of name be made with the Registrar of Companies.

Dated this 25 day of July 2025

Maven Management Ltd
Company Secretary



MERCATO 2025

Chelsea signe Jesse Derry (18 ans) de Crystal Palace

Chelsea a conclu un accord pour recruter Jesse Derry en provenance de Crystal Palace, devançant ainsi plusieurs clubs européens, selon Fabrizio Romano.

Les Blues ont été très actifs cet été et ont déjà recruté trois joueurs offensifs : Liam Delap, Joao Pedro et Jamie Gittens.

D'autres nouveaux visages devraient suivre, et les Blues travaillent à conclure des accords pour le duo néerlandais Xavi Simons et Jorrel Hato.

Chelsea signe un accord pour recruter Jesse Derry

Alors que les Blues travaillent dur pour améliorer leur équipe première, ils sont toujours à la recherche des meilleurs jeunes talents de demain.

Sous la direction de Todd Boehly et Clearlake Capital, les Blues ont recruté plusieurs des meilleurs jeunes joueurs du monde entier.

Derry a été pressenti pour rejoindre Chelsea en février, mais malgré son talent, il n'a pas réussi à intégrer l'équipe première de Crystal Palace.

Le jeune joueur est également international anglais des moins de 19 ans, et il sera intéressant de voir ce que Chelsea compte faire de lui, compte tenu de la concurrence pour les places dans ce secteur du terrain.

On pourrait imaginer que Derry serait prêté la saison prochaine pour acquérir de l'expérience en équipe première, en vue de potentiellement faire partie de l'équipe lors de la campagne 2026/2027.

Tottenham envisage de vendre Son Heung-min à une équipe américaine

Le conseil d'administration de Tottenham réfléchit attentivement au moment où il prendra une décision concernant l'avenir de Son Heung-min.

L'avenir du capitaine de Tottenham Hotspur, Son Heung-min, devient un sujet brûlant alors que le club envisage une offre de 15 millions de livres sterling de la Major League Soccer (MLS) Los Angeles FC (LAFC).

La star sud-coréenne de 33 ans est une cible de transfert pour l'équipe américaine, ce qui remet en question sa position dans le nord de Londres.

Le LAFC souhaite recruter Son Heung-min. Selon SunSport, Tottenham pourrait être disposé à accepter un montant compris entre 15 et 20 millions de livres sterling, le LAFC étant considéré comme le fer de lance de la course pour Son Heung-min. Cependant, l'accord dépend toujours du respect des conditions de transfert de l'équipe de MLS, ainsi que de la décision personnelle de Son Heung-min. Le Sud-Coréen hésite encore entre partir ou rester chez les Spurs et se battre pour une place de titulaire sous la direction de son nouvel entraîneur Thomas Frank.

Son Heung-min a désormais entamé des discussions avec toutes les parties concernées. Cependant, il est peu probable qu'un transfert intervienne immédiatement, car il est probable qu'il participe à la tournée de pré-saison de Tottenham en Asie.

Les Spurs pourraient notamment subir une perte financière s'ils vendaient Son Heung-min avant le match contre Newcastle à Séoul le 3 août. Selon les termes du contrat de

tournée, si Son Heung-min ne joue pas, Tottenham perdrait jusqu'à 75 % des honoraires perçus du partenaire organisateur. Si Son Heung-min voyage avec l'équipe mais ne joue pas, les Spurs perdraient tout de même la moitié de la somme.

C'est la principale raison pour laquelle le conseil d'administration de Tottenham réfléchit attentivement au moment de la décision.

Son Heung-min est une icône du football asiatique et une star extrêmement populaire en Corée du Sud, son pays d'origine, et sur tout le continent. La saison dernière, il a inscrit sept buts et délivré neuf passes décisives en 30 matches de Premier League, devenant ainsi le premier capitaine des Spurs à soulever le trophée depuis 2008, année où il avait remporté le titre sous la direction d'Ange Postecoglou.

L'entraîneur Thomas Frank s'est exprimé sur l'avenir de Son et a confirmé qu'il serait heureux que le capitaine sud-coréen reste. « Pour le moment, j'ai un joueur qui est totalement dévoué et qui s'entraîne très bien », a-t-il déclaré. « Si un joueur est au club depuis longtemps, le club doit également prendre des décisions adaptées à la situation. »

En matière de transferts, les Spurs ont été très actifs, avec le recrutement réussi de Mohammed Kudus en provenance de West Ham, la pérennisation du prêt de Mathys Tel et l'arrivée de jeunes talents comme Kato Takai (Japon) et Luka Vuskovic (Hajduk Split). Cependant, Nottingham Forest est actuellement au point mort, après que Forest a accusé Tottenham de « propositions illégales », malgré l'ac-



tivation d'une clause libératoire de 60 millions de livres sterling par les Spurs.

L'avenir de Son Heung-min est au centre des préoccupations des médias et des supporters, car Tottenham doit équilibrer les facteurs financiers, sportifs et d'image mondiale.

Le gardien de Burnley James Trafford tout proche d'un retour à Man City



Manchester City tient un nouveau gardien en la personne de James Trafford. Les Skyblues, qui l'avaient vendu à Burnley en 2023, devraient débourser 31 millions d'euros pour le récupérer.

Retur à la maison pour James Trafford. Le gardien de Burnley s'apprête, selon les informations de The Athletic, à revenir à Manchester City en y signant un contrat de 5 ans (+ 1 en option). Élément crucial dans l'épatante assise défensive des Clarets (16 buts encaissés, 29 clean sheets), promus en Premier League, le portier de 22 ans

est de retour, lui qui n'avait pas disputé le moindre match avec son club formateur avant d'être prêté à Bolton et définitivement vendu à Burnley en 2023.

Cédé contre 17 millions d'euros il y a deux saisons, Trafford était courtisé par Newcastle qui a transmis une offre de près de 31 millions d'euros. Les Citizens, qui avaient glissé une option prioritaire, se sont alignés sur ce montant. Dans le même temps, bien que convoité par Galatasaray, Ederson devrait rester au club tandis que Stefan Ortega se rapprocherait d'un départ.

Jeffrey Schlupp rebondit à Norwich City

Laissé libre par Crystal Palace après la fin de son contrat, Jeffrey Schlupp vient de trouver un nouveau point de chute.

Le milieu de terrain ghanéen s'est engagé avec Norwich City, club de deuxième division anglaise, pour une période d'une année.

Le transfert a été officialisé par les Canaris qui ont posté une photo du joueur avec le mail-

lot jaune du club sur leur compte officiel X.

L'international ghanéen (20 sélections, 1 but) quitte les Eagles où il évoluait depuis 2017. Il y a disputé 247 matchs pour 19 buts inscrits et 17 passes décisives délivrées.

Notons que le natif de Hambourg a passé la deuxième moitié de la saison en prêt au Celtic Glasgow où il a disputé 9 matchs de championnat écossais (1 but).



MERCATO 2025

Newcastle est choqué par la trahison d'Alexander Isak

Newcastle pensait bâtir sa saison autour d'Alexander Isak, et voulait lui offrir du renfort offensif. Au final, c'est l'attaquant suédois qui demande à partir, laissant le club qui vient d'entamer sa tournée asiatique dans le flou total.

C'est le dossier qui affole l'Angleterre depuis plusieurs heures maintenant. Alexander Isak a demandé à quitter Newcastle, du moins il souhaite écouter les différentes offres qui pourraient s'offrir à lui. Mais le joueur suédois aurait clairement une préférence pour Liverpool. Cela tombe bien, les Reds sont prêts à sortir le chéquier une

fois de plus, après avoir pourtant déjà déboursé plus de 300 M€ pour Wirtz, Frimpong, Kerkez et Ekitike. Une folie dépensiére permise par des marchés précédents particulièrement calmes, qui offre une grande latitude aux dirigeants vis-à-vis du fair-play financier anglais.

L'Angleterre se questionne beaucoup sur ce sujet précis, mais la presse britannique, sous le choc de la décision d'Alexander Isak, commence à prendre le pouls auprès des Magpies, qui viennent d'arriver à Singapour pour leur pré-saison. Sans Isak, resté chez à sa demande. Et à l'origine était évoqué une blessure musculaire. « Bien sûr, c'est un joueur de haut niveau et nous savons tout ce qui se passe autour de lui, mais il est à la maison pour se soigner. Nous voulons conserver nos meilleurs joueurs, c'est mon point de vue, et je tiens à préciser que je ne sais pas ce que les autres ont vu, mais pour nous, il n'est pas là car il est blessé », a ainsi commenté Bruno Guimaraes, l'ancien Lyonnais.

La direction obligée de changer ses plans

Selon les indiscretions de la presse anglaise, les joueurs sont sous le choc et surtout déçus de la tournure prise par les événements. A l'image de Dan Burn, le

rugueux défenseur de Newcastle. « Si nous perdions un joueur, nous serions déçus. Nous sommes un groupe soudé qui existe depuis deux ou trois ans maintenant. Le départ d'un joueur ne nous aide pas, mais de notre point de vue, nous contrôlons simplement ce que nous pouvons contrôler. » Bruno Guimaraes refuse d'en dire plus, mais lui qui a jusqu'alors refusé les opportunités de départ pour continuer à développer l'ambitieux projet de Newcastle peut se sentir également floué.

« C'est un attaquant de haut niveau, ses trois dernières saisons parlent d'elles-mêmes. Mais ce que je sais, c'est qu'il est resté à la maison à cause de sa blessure. Ce n'est pas à moi de parler de lui », a-t-il poursuivi. Du côté de la direction, c'est la soupe à la grimace, comme l'écrit The Northern Echo. Alexander Isak était considéré comme la tête de gondole commerciale du club et son joueur phare. L'entraîneur Eddie Howe voulait lui adjoindre les services de Hugo Ekitike cette saison, avant d'envisager un départ du Suédois d'ici un an, au pire. Au final, il pourrait se retrouver sans aucun des deux, alors que le marché des attaquants a déjà considérablement avancé.

Jack Grealish s'entraîne seul à Manchester City, dans l'attente d'un départ du club

Écarté du groupe de Manchester City pendant la Coupe du monde des clubs, Jack Grealish s'est mis d'accord avec le club pour revenir s'entraîner seul, selon le « Daily Telegraph ». Un moyen de se préparer à un départ, bien probable cet été.

L'histoire de Jack Grealish à Manchester City semble prendre fin. Arrivé en 2021 au club en provenance d'Aston Villa pour la folle somme de 117 millions d'euros, l'attaquant de 29 ans pourrait partir cet été.

Écarté du groupe lors du dernier match de Championnat, à Fulham (2-0, le 25 mai), puis lors de la Coupe du monde des clubs, l'ancien capitaine des Villans s'est mis d'accord avec la direction des Skyblues pour revenir s'entraîner seul, dix jours avant la reprise de ses coéquipiers, selon le Daily

Telegraph.

Everton et West Ham se seraient renseignés

L'international anglais (39 sélections, 4 buts), sous contrat jusqu'en 2027 avec City, prépareraient un départ, qui s'éterniserait à cause des enjeux financiers. Toujours selon le média britannique, plusieurs formations de Premier League, dont Everton et West Ham, se seraient renseignées pour un éventuel prêt, tandis que les Italiens du Napoli auraient été refroidis par son salaire.

Celui qui avait été vivement critiqué à la mi-juin par Pep Guardiola pour son manque d'envie devra également retrouver du rythme. En 32 matches avec Manchester City cette saison, toutes compétitions confondues, l'ailier gauche n'a inscrit que trois buts, dont un seul en Championnat.

**Viktor Gyokeres signe à Arsenal**

La fin d'un long feuilleton pour un transfert majeur en Premier League. Arsenal a officialisé samedi soir l'arrivée de son nouvel attaquant Viktor Gyokeres, qui débarque en provenance du Sporting Lisbonne. L'international suédois de 27 ans a signé un contrat "de longue durée". Le deal dépasserait les 70 millions d'euros, bonus compris.

Arsenal tient enfin son buteur. Après de périlleuses négociations avec le Sporting Portugal et un conflit entre l'attaquant suédois et le club portugais, les Gunners ont officialisé la signature de Viktor Gyokeres, samedi soir, dans le cadre d'un "contrat longue durée". Le club londonien a, selon The Athletic, déboursé 63,5 millions d'euros auxquels pourront s'ajouter 10 millions de bonus.

C'est une véritable machine à marquer qui rejoint le nord de Londres. L'international suédois reste sur une saison

à... 54 buts toutes compétitions confondues, dont 39 en championnat, et portera le symbole numéro 14 de Thierry Henry. La pièce manquante à la belle machine façonnée par Mikel Arteta pour enfin remporter le titre de champion d'Angleterre et/ou la Ligue des champions ? Vu de loin, cette arrivée rappelle en tout cas celle d'Erling Haaland à Manchester City.

"Viktor possède tellement de qualités, s'est réjoui Arteta. Rapide et puissant en attaque, il affiche un bilan impressionnant en club et en sélection. Il apporte une précision remarquable et transforme ses occasions en buts, tandis que ses déplacements intelligents dans la surface font de lui une menace constante". On a déjà hâte de voir le résultat et cet Arsenal new-look, qui enregistre là sa sixième recrue estivale après le gardien Kepa Arrizabalaga, le défenseur Cristian Mosquera, les milieux de terrain Martin Zubimendi et Christian Norgaard, et l'ailier Noni Madueke.

